

LES COMMUNS URBAINS

REGARDS CROISÉS SUR
MONTRÉAL ET BARCELONE

UN OUVRAGE COLLECTIF



LES COMMUNS URBAINS : REGARDS CROISÉS SUR MONTRÉAL ET BARCELONE

Un ouvrage collectif produit par le Centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale et solidaire
CITIES 2019



Partenaires



Appui financier



Les opinions exprimées dans le présent document n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de nos partenaires financiers.



AUTEUR·E·S

Jonathan Durand Folco : Professeur adjoint à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Marie-Soleil L'Allier : Doctorante en Sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

René Audet : Professeur à l'ESG-UQAM, Titulaire de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique

Laura Espiau Guarner : Conseillère responsable de projets, CITIES. Économiste et journaliste par l'Université Autonome de Barcelone. Candidate M. Sc. Environnement et développement durable à l'Université de Montréal

Bertrand Fouss : Co-fondateur et président de Solon Collectif, un OBNL qui accompagne l'action citoyenne dans le déploiement de projets collectifs. Directeur Stratégie et Solutions d'affaires à la Coop Carbone

Dan Furukawa Marques : Professeur adjoint au département de sociologie de l'Université Laval, Titulaire de la Chaire de leadership en enseignement Alban D'Amours en sociologie de la coopération (CLEASC)

Élaine Gauthier : Conseillère en aménagement à la Ville de Montréal, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de l'urbanisme, Division du patrimoine

Nadim Tadjine : Analyste - Designer pour l'organisme à but non lucratif Espaces temps et Doctorant à l'École de design de l'Université Laval

Jonathan Veillette : Professeur de sciences politiques au cégep Édouard-Monpetit, doctorant en sociologie à l'UQAM

Camille Butzbach - M. Sc. A. : Aménagement de l'Université de Montréal. Agente de recherche et coordinatrice du chantier « Milieux de vie » à la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, détachée principalement au sein de l'organisme Solon

Révision scientifique : Jonathan Durand Folco, Marie-Soleil L'Allier et René Audet

Coordination : Laura Espiau Guarner

Révision linguistique : Claire Guerin

Design et mise en pages : Studio créatif Coloc - coop de travail

REMERCIEMENTS

Les personnes et organisations suivantes ont contribué de manière substantielle à la réalisation de ce document. Nous aimerions leur exprimer notre gratitude.

- Laia Torras i Sagristà - Foment de Ciutat
- Guida Martín et Pau Pérez - Katuma
- Ernest Pons Rojas et Mònica Garriga - La Comunicadora / Barcelona Activa / Free Knowledge Institute
- Ester Romero - Ateneu de Fabricació de Les Corts (AdF)
- Ana Muñoz et Hernán Córdoba - Coòpolis, Ateneu Cooperatiu de Barcelona
- Mauro Castro et Rubén Martínez - La Hidra
- Francesc Magrinyà - Directeur de la planification stratégique, Àrea metropolitana de Barcelona (AMB) / Conseiller municipal pour l'arrondissement Les Corts à Barcelone
- Xavier Montagut - Espai Germanetes
- Ricard Jornet - SOM Mobilitat
- Pere Serrasolses, Erika Laguillo et Xavi Prat - Biciclot Sccl
- Juan Pablo Naya Rodriguez - Division de l'écologie urbaine, Ville de Barcelone
- Bâtiment 7
- LocoMotion - Solon Collectif
- Nos milieux de vie! - Solon Collectif
- Ester Vidal Pujol-Xicoy et Xavier Rubio - Direction des services coopératifs, de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, Ville de Barcelone
- Laia Forné Aguirre - Conseil de la participation et du territoire, Ville de Barcelone
- Carles Sala - Directeur de Culture de Proximité, Institut de Culture de Barcelone (ICUB), Ville de Barcelone
- Pau Fernandez - Can Batlló
- Xabier E. Barandiaran et Arnau Monterde - Decidim, Ville de Barcelone
- Espai Consum Responsable, Ville de Barcelone
- Gabriel Boichat - Advocacy and Communications for Social Change
- Emilien Gruet et Vanessa Sorin - TIESS
- Comité mixte de développement professionnel (CMDP) de la Ville de Montréal
- Fondation Trudeau
- LOJIQ
- International Observatory of Participative Democracy (OIDP)

INDEX

LES COMMUNS URBAINS : REGARDS CROISÉS SUR MONTRÉAL ET BARCELONE

1. Introduction et mise en contexte
2. L'écosystème des communs à Barcelone
3. Coòpolis – Can Batlló
4. Bâtiment 7
5. Superbloc de Sant Antoni et Poblenou : Le cas de Espai Germanetes
6. Nos milieux de vie!
7. SOM Mobilitat
8. LocoMotion
9. Katuma
10. Conclusion et synthèse des apprentissages

1. INTRODUCTION ET
MISE EN CONTEXTE

LES COMMUNS URBAINS

REGARDS CROISÉS SUR
MONTRÉAL ET BARCELONE

UN OUVRAGE COLLECTIF

INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE



Campement et rassemblement des indignés sur la Puerta del Sol, à Madrid.
Source : <https://www.24heures.ch/monde/europe/Cinq-ans-apres-les-Indignes-re-viennent-a-la-Puerta-del-Sol/story/12925502>

LES VILLES COMME ESPACES D'EXPÉRIMENTATION ET D'INNOVATIONS SOCIALES

Il ne fait plus de doute que notre époque est confrontée à une multitude de crises de grande ampleur: urgence climatique, crise de la représentation politique, explosion des inégalités sociales, soulèvements populaires, montée des populismes autoritaires et de l'extrême droite. Dans ce contexte tourmenté, les États-nations se retrouvent tiraillés: d'un côté, ils doivent répondre aux pressions des pouvoirs supranationaux et de la mondialisation néolibérale; et de l'autre, les gouvernements locaux réclament davantage d'autonomie, de pouvoirs et de ressources pour répondre aux différents enjeux et besoins sociaux présents sur leur territoire.

Cette dynamique explique pourquoi les villes sont appelées à jouer un rôle grandissant en matière de développement économique, d'inclusion et de transition écologique. Les villes sont confrontées à un double mouvement: des aires urbaines de plus en plus grandes, puis des aspirations de participation citoyenne de plus en plus fortes. Alors que les services publics s'organisent à l'échelle de l'agglomération, de nouvelles formes d'implication citoyenne émergent localement, cherchant à recréer des milieux de vie à échelle humaine. Ces initiatives interrogent le rapport de chaque citoyen-ne à sa ville - d'électeur à acteur- et la posture des municipalités dans les projets locaux - de gestionnaires à facilitateurs.

Cette reconfiguration de l'action publique locale est propice aux expérimentations démocratiques et aux innovations sociales de toutes sortes. Certaines villes en ont même pris l'initiative en devenant des partenaires clés dans le soutien, la promotion et la protection des « communs urbains », c'est-à-dire des formes de gestion collective des ressources partagées comme les espaces publics, lieux culturels, systèmes de mobilité, services de proximité, technologies numériques et autres formes de biens urbains.

La ville de Barcelone située dans la région de la Catalogne en Espagne représente à ce titre un exemple inspirant pour les acteurs sociaux, associations, entreprises et municipalités intéressées à concevoir, construire et cogérer la ville autrement. Après avoir fait un bref survol du contexte social et politique de Barcelone, nous ferons une brève introduction à la notion de communs urbains pour montrer la fertilité de ce nouveau paradigme. Enfin, nous expliquerons les objectifs d'une mission incluant des chercheurs, acteurs et actrices de l'économie sociale, et agent·e·s de l'administration municipale qui ont décidé de porter un regard croisé sur les expériences de Montréal et Barcelone, afin d'en tirer des apprentissages pour favoriser la ville « en commun ».

QU'EST-CE QU'UN COMMUN ?

Les communs sont des ressources partagées gérées collectivement par une communauté. La notion de commun a gagné en popularité notamment avec les travaux de la récipiendaire du prix Nobel d'économie Elinor Ostrom¹, qui a analysé des modèles originaux de gouvernance de ressources naturelles qui n'étaient ni basés sur la propriété privée, ni sur une gestion publique centralisée. Ostrom montre que des communautés peuvent définir ensemble des règles d'accès, d'usage et de gestion d'une ressource commune afin que celle-ci soit préservée contre les dynamiques de compétition et de surexploitation.

Les communs ne sont pas simplement des *éléments* comme l'eau, l'air, la terre ou des notions telles que l'éducation. Il faut les considérer comme des *institutions* fondées sur trois éléments: 1) un bien, un espace ou une ressource partagée; 2) une communauté d'usagers; 3) un modèle de gouvernance permettant au collectif de gérer la ressource. Les communs font primer le droit d'usage sur la propriété, c'est-à-dire que les personnes qui utilisent un commun peuvent participer à sa coproduction, sa reproduction et sa gestion de façon démocratique, sans pouvoir le détruire, le revendre ou l'aliéner. Les communs existent grâce à des processus continus de « *commoning* », c'est-à-dire des pratiques collectives de mise en commun qui permettent de prendre soin d'un bien partagé. Voici une liste non-exhaustive de communs qui peuvent se décliner sous différentes formes :

¹ Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

- Communs de subsistance : terres agricoles, forêts, zones de pêche, etc.
- Communs fonciers Elinor Ostrom, Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles, Bruxelles, De Boeck, 2010 Elinor Ostrom, Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles, Bruxelles, De Boeck, 2010 : fiducies foncières communautaires, parcs cogérés par les habitants, ruelles vertes
- Communs numériques : Wikipédia, logiciels libres
- Communs immatériels : savoir-faire traditionnels, communs de la connaissance
- Communs civiques : réseaux d'entraide, monnaies locales complémentaires, bibliothèques d'outils
- Communs de production : entreprises autogérées, fab labs, ateliers de réparation
- Communs locaux (espaces publics), régionaux (réserves fauniques) ou globaux (Antarctique).

UNE ALTERNATIVE À LA PRIVATISATION

Les communs ont une longue histoire qui remonte bien avant la naissance du capitalisme et de l'État moderne. Néanmoins, les communs reviennent en force depuis le début du XXI^e siècle avec l'arrivée d'Internet, la crise écologique, la forte montée des inégalités sociales et la dynamique de marchandisation engendrée par la mondialisation néolibérale. Certains auteurs vont même jusqu'à parler d'une nouvelle vague d'enclosures des communs: brevetage des semences et du vivant, propriété intellectuelle dans l'industrie pharmaceutique et le monde numérique, accaparement des terres, privatisation des services publics, processus de d'embourgeoisement des centres urbains, etc. Ce n'est pas un hasard si plusieurs mouvements sociaux mobilisent cette notion afin d'élargir la démocratie, défendre les droits sociaux et construire de nouveaux modèles de gouvernance partagée, ouverts à l'ensemble des parties concernées.

Comme le soulignent Pierre Dardot et Christian Laval: « la revendication du commun a d'abord été portée à l'existence par les luttes sociales et culturelles contre l'ordre capitaliste et l'État entrepreneurial. Terme central de l'alternative au néolibéralisme, le « commun » est devenu le principe effectif des combats et des mouvements qui, depuis deux décennies, ont résisté à la dynamique du capital et ont donné lieu à des formes d'action et de discours originales. Loin d'être une pure invention conceptuelle, il est la formule des mouvements et courants de pensée qui entendent s'opposer à une tendance majeure de notre époque: l'extension de l'appropriation privée à toutes les sphères de la société, de la culture et du vivant. »²

UN PRINCIPE PORTEUR ET FÉDÉRATEUR

Aujourd'hui, les communs apparaissent comme un thème fédérateur permettant de rejoindre de multiples initiatives citoyennes, alternatives locales, entreprises collectives, organismes communautaires et formes organisationnelles innovantes basées sur des principes de partage, d'action collective, de coopération et de gouvernance démocratique. La richesse des communs réside dans le fait qu'ils ne se limitent pas à une seule sphère d'activité (gestion de ressources

naturelles, monde numérique ou industrie), mais permettent de décloisonner les frontières et de générer des innovations sociales dans une foule de domaines: énergie, alimentation, logement, culture, santé, éducation, services de proximité, systèmes d'échanges locaux, plateformes collaboratives, technologies high-tech ou low-tech, etc. Tout en recouvrant en bonne partie la sphère de l'économie sociale et solidaire, les communs débordent de ce cadre et permettent de penser une alternative plus globale au royaume de la propriété privée et aux tentations de centralisation bureaucratique des services publics.

SPÉCIFICITÉ DES COMMUNS URBAINS

À l'échelle des villes, les communs urbains peuvent être définis comme des espaces, infrastructures, équipements et services locaux qui fonctionnent selon la logique du commun. Cela signifie que les communs (lieux, services, biens et ressources partagées) doivent nécessairement inclure une gestion collective qui inclut les citoyen-ne-s, usager-e-s, résident-e-s et groupes concernés. De plus, les communs ne peuvent reposer sur le modèle de l'entreprise privée, ou être administrés exclusivement par les pouvoirs publics. À chaque fois, c'est la communauté des usagers qui doit être au coeur du modèle de gouvernance.

Cela dit, la spécificité des communs urbains réside dans le fait qu'ils sont une solution possible aux conflits d'usage de l'espace urbain, et qu'ils se trouvent donc généralement au confluent de plusieurs individus et organisations, acteurs privés et publics. Par exemple, l'urbanisme transitoire consiste à requalifier des lieux publics ou bâtiments sur une durée de six mois à trois ans, en faisant intervenir plusieurs groupes et organisations dans la cogestion de l'espace. Cela explique pourquoi les communs urbains impliquent souvent des modèles hybrides et des collaborations étroites entre collectifs citoyens, associations, entrepreneurs sociaux et institutions municipales.

QUELQUES EXEMPLES DE COMMUNS URBAINS

Les communs urbains naissent parfois suite à des luttes populaires visant la réappropriation collective de terrains et bâtiments vacants. Nous pouvons donner l'exemple du Bâtiment 7 dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal, ou encore du complexe industriel Can Batlló à Barcelone qui est géré de façon participative par des associations et coopératives du quartier La Bordeta. D'autres communs urbains peuvent prendre la forme de partenariats entre les institutions publiques et des entreprises collectives, à l'instar du Projet Young à Montréal ou Les Grands Voisins à Paris. Les communs urbains peuvent aussi s'incarner à travers des espaces publics de proximité gérés directement par les résident-e-s, des ruelles vertes, ou encore des parcs entretenus par des groupes de voisins.

Mais les communs urbains peuvent aussi se déployer dans la sphère de la mobilité durable, des systèmes alimentaires, ou de fiducies foncières communautaires (*community land trusts*) visant à limiter la spéculation immobilière comme la Communauté Milton Parc à Montréal. Parfois même, une municipalité peut décider de céder l'usage d'un bâtiment public à une communauté locale pour une longue période, ou démocratiser un service public à l'aide d'une cogestion du service par les fonctionnaires de la ville et les citoyens. Nous voyons ainsi que les communs urbains peuvent s'incarner sous de multiples formes.

2 Pierre Dardot, Christian Laval, Commun. *Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014, p. 16

DES PROJETS QUI FOISONNENT À BARCELONE ET MONTRÉAL

Les villes contemporaines sont confrontées à de nombreux enjeux sur le plan économique, social, politique, culturel et environnemental. De nouvelles formes d'implication citoyenne émergent localement, cherchant à recréer des milieux de vie à échelle humaine, tout en interrogeant le rapport de chaque citoyen à sa ville – d'électeur à acteur- et la posture des municipalités dans les projets locaux – de gestionnaires à facilitateurs. Les villes sont appelées à devenir des partenaires clés dans le soutien, la promotion et la reproduction des communs urbains.

À Montréal, plusieurs projets collectifs qui évoquent la bannière des innovations sociales, tiers-lieux ou milieux de vie constituent de véritables communs urbains, même s'ils n'utilisent pas toujours ce vocabulaire. À leur échelle, ces projets adressent des enjeux globaux comme le changement climatique, le vivre ensemble ou l'accès de tous aux ressources et services. Ils créent de nouveaux leviers de développement économique, social et culturel, augmentant ainsi la résilience des communautés. Le lien entre la gouvernance de ces projets et la démocratie participative naissante est encore en réflexion.

Du côté de Barcelone, la réflexion autour des communs est beaucoup plus développée, et plusieurs acteurs sociaux utilisent ce concept pour orienter la finalité et le mode de gouvernance de leur projet. Le gouvernement municipal cherche quant à lui à intégrer les communs dans ses politiques publiques, en s'appuyant sur le travail d'initiatives citoyennes et de plusieurs institutions. Un plan stratégique dans ce sens a été développé, avec trois axes principaux: démocratie active, action communautaire et les technologies au service des citoyens. Plusieurs actions encadrées sous ce plan des communs urbains barcelonais voient le jour: un programme pour l'autogestion des espaces à usage communautaire, dont la première étape a été le recensement unifié des espaces publics; de nouveaux outils et critères dans les processus d'adjudication publique pour promouvoir l'autogestion, la transparence et la balance communautaire, etc.

GENÈSE ET FINALITÉ DE LA MISSION À BARCELONE

La raison d'être du séjour de recherche à Barcelone de novembre 2018 était de découvrir les communs urbains dans cette ville, de mieux comprendre leur mode de gouvernance, et de voir comment les institutions municipales peuvent contribuer au soutien, la création et la régénération des communs. L'idée d'organiser une mission spéciale à Barcelone est née d'une initiative croisée entre deux organisations sensibles aux relations entre les communs et les municipalités. En 2017, le co-fondateur de Solon, une entreprise collective qui propose de recréer des milieux de vie dans les ruelles de Montréal, fait des démarches auprès de CITIES, le centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale et solidaire en partenariat avec des villes à l'international telles que Montréal, Barcelone, Séoul, Bilbao, Mondragon ou Puebla.

LES ORGANISATEURS

Solon est une entreprise collective sans but lucratif qui propose de recréer des milieux de vie dans les ruelles de Montréal, à travers une démarche de co-création et de mise en œuvre, avec les citoyens, de projets d'énergie et de mobilité: partage de véhicules divers, géothermie collective, etc. Souhaitant connaître les initiatives sur les communs et la ville en Europe, et forts d'une action mobilisatrice sur le sujet à Montréal, Solon a sollicité CITIES pour monter une mission d'étude dédiée.

CITIES, centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale et solidaire, facilite la diffusion des initiatives d'ESS en promouvant le partage de connaissances et l'adaptation de bonnes pratiques sur le plan international. Fort de son réseau international, CITIES organisera la mission avec Solon, les communs urbains étant une des thématiques prioritaires pour la Ville de Barcelone dans leur collaboration avec CITIES.

DES ACTEURS DE DIFFÉRENTS MILIEUX

L'une des volontés des organisateurs de la mission était de réunir des acteurs issus de différents milieux, afin de favoriser le partage des réflexions et de porter un regard croisé sur les communs présents à Montréal et à Barcelone. Une délégation de 9 personnes composée de représentants de l'économie sociale, de gouvernements locaux et du monde académique a été formée pour l'occasion.

MEMBRES DE LA DÉLÉGATION

ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Laura Espiau Guarnier : Conseillère responsable de projets, CITIES

Bertrand Fouss : co-fondateur, Solon

Nadim Tadjine : chargé de projet, Espaces Temps

CHERCHEURS

René Audet : professeur à l'UQAM et titulaire de la Chaire de recherche sur la transition écologique

Marie-Soleil L'Allier : doctorante en sciences de l'environnement à l'UQAM

Jonathan Durand Folco : professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Jonathan Veillette : professeur de sciences politiques au Cégep Édouard-Montpetit

Dan Furukawa Marques : professeur de sociologie à l'Université Laval et titulaire de la Chaire de leadership en enseignement Alban-D'Amours en sociologie de la coopération

REPRÉSENTANTE DE GOUVERNEMENT LOCAL

Élaine Gauthier, conseillère en aménagement, Division du patrimoine, direction de l'urbanisme et service de la mise en valeur du territoire, Ville de Montréal.

OBJECTIFS DE LA MISSION

La délégation a fait un bref séjour à Barcelone du 26 au 30 novembre 2018, en profitant de la conférence de l'Observatoire international sur la démocratie participative (OIDP) comme moment privilégié pour rencontrer une multitude de chercheurs, entrepreneurs collectifs, militants associatifs et acteurs politiques oeuvrant dans les domaines de la participation citoyenne, les communs et les collaborations entre innovations sociales et municipalités. Les objectifs de la mission étaient multiples:

- Comprendre les nouveaux modes de gouvernance des communs urbains dans différents domaines: mobilité, alimentation, patrimoine bâti, etc.
- Analyser comment se construisent et s'articulent les projets entre les citoyen.ne.s et la ville, et comment l'économie sociale peut contribuer à l'évolution de ses modes de gestion.
- Alimenter les projets collectifs de Montréal avec des exemples inspirants, et identifier les bonnes pratiques à développer pour construire un mouvement fort sur les communs urbains.
- Générer des partenariats entre les projets montréalais et barcelonais, et renforcer les relations entre les participant.e.s montréalais provenant des secteurs public, académique et de l'économie sociale.

Durant une semaine, la délégation montréalaise a rencontré plus d'une vingtaine d'acteurs sociaux, économiques et politiques regroupés autour d'une dizaine d'organisations et d'institutions. Certaines initiatives étaient davantage issues de la ville de Barcelone, laquelle cherche à promouvoir, soutenir et faciliter le démarrage de communs urbains, alors que d'autres communs étaient plutôt issus des initiatives citoyennes autonomes, ayant un lien plus ou moins fort avec la municipalité.

INITIATIVES INSTITUTIONNELLES

- Foment de Ciutat, entreprise municipale responsable du projet d'urbanisme transitoire de l'ancienne prison La Model
- La Comunicadora: un incubateur public d'économie collaborative basée sur les communs
- Ateneu de Fabricació Les Corts: fab lab public situé dans le quartier Les Corts
- Gouvernement de la ville de Barcelone: rencontre avec plusieurs acteurs institutionnels responsables de la mise en place des mécanismes de support pour les communs urbains
- Superillas du quartier Sant Martí: les « superblocs » sont des espaces publics aménagés par la ville centre afin d'apaiser la circulation et générer des milieux de vie attractifs.

INITIATIVES CITOYENNES

- Can Batlló : un immense complexe industriel récupéré par les habitants en 2011.
- Coòpolis: un incubateur d'entreprises d'économie sociale et solidaire situé dans Can Batlló
- Espai Germanetes : un espace public et jardin collectif autogéré par les habitants
- Bicihub : un espace coopératif de formation, réparation et partage de vélos

- SOM Mobilitat : une plateforme coopérative de partage de véhicules motorisés
- Katuma : une plateforme coopérative alimentaire ouverte

RETOMBÉES ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES

Au-delà des apprentissages et collaborations tissées entre les membres de la délégation et les acteurs de Barcelone, l'une des préoccupations centrales de CITIES était de pouvoir développer des outils pour favoriser le transfert de connaissances. Le but est de favoriser la diffusion des innovations afin de nourrir les milieux académiques, de l'économie sociale et des gouvernements locaux sur la thématique des communs, laquelle demeure encore largement méconnue au Québec.

La production de fiches représente l'un des piliers de ce transfert de connaissances. Une série de 10 fiches incluant la présente mise en contexte, la description de l'écosystème institutionnel de Barcelone, de brèves présentations de cas de communs urbains à Montréal et Barcelone, puis une synthèse des connaissances tirées des expériences des deux villes. Nous avons conçu ces fiches afin qu'elles puissent former un tout cohérent, tout en pouvant être lues de façon indépendante.

Au final, le but de cette mission était d'introduire la thématique des communs auprès des gouvernements locaux, des acteurs de l'économie sociale et du monde universitaire à l'aide d'exemples concrets, des apprentissages sur les opportunités et défis rencontrés par ces initiatives, et de stimuler des projets ultérieurs qui pourraient être animés par l'esprit du commun.



De gauche à droite : Élane Gauthier, René Audet, Marie-Soleil L'Allier, Jonathan Durand Folco, Bertrand Fouss, Dan Furukawa Marques, Nadim Tadjine, Juan Pablo Naya Rodriguez (architecte de la ville de Barcelone), Laura Espiau Guarner et Jonathan Veillette.

AUTEUR·E·S DE CETTE FICHE

Jonathan Durand Folco : Professeur adjoint à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Laura Espiau Guarner : Conseillère responsable de projets, CITIES. Économiste et journaliste par l'Université Autonome de Barcelone. Candidate M. Sc. Environnement et développement durable à l'Université de Montréal

Pour consulter l'ensemble de fiches : <http://cities-ess.org/dossiers/communs-reinventer-ensemble-le-rapport-a-la-ville-bon/>





1431, rue Fullum, bureau 205
Montréal (Québec) Canada H2K 0B5
www.cities-ess.org

Bibliothèque et Archives nationales
du Québec

ISBN: 978-2-925000-02-0